
L'attachée douanière
pour l'Autriche, la Suisse,
les pays d'Europe centrale et orientale
et les pays baltes

Octobre 2002

Objet : Régularisation de la situation fiscale des moyens de transports introduits en France depuis un autre Etat membre de l'Union européenne, dans le cadre du régime de droit commun
Constitution de dossier pour l'importation en France d'un véhicule conforme CEE

I- Véhicules légers pouvant être admis en franchise

1°) **Définitions**

Il convient de distinguer les **véhicules neufs** des **véhicules usagés**.

Seuls les véhicules de **plus de six mois et de plus de six mille kilomètres** sont considérés comme véhicules usagés.

2°) **Mise en garde**

La **TVA** sur les **véhicules neufs** doit être acquittée **dans le pays de leur utilisation**. Tout **véhicule de moins de six mois et de moins de six mille kilomètres** étant considéré comme neuf, la TVA devra être acquittée dans le pays d'importation - en l'occurrence auprès du service des impôts français -, même si ce véhicule a été acheté toutes taxes comprises (TTC). Le montant de la TVA est calculé sur la base de la valeur résiduelle du véhicule.

Bien qu'un remboursement du premier versement de la TVA soit théoriquement possible, il s'agit là d'une procédure longue et coûteuse qu'il est préférable d'éviter.

3°) Seuls les véhicules légers acquis TTC et introduits en France à l'occasion du **transfert de résidence normale de leur propriétaire** seront admis en franchise de la taxe sur la valeur ajoutée, à la condition que celui-ci ait été **en leur possession pendant plus de six mois dans le pays de résidence initial et qu'ils attestent de plus de six mille kilomètres**.

4°) Enfin, il est rappelé qu'aucun droit de douane ne sera exigé.

II- Constitution de dossier pour l'importation d'un véhicule conforme CEE

1°) **Régularisation en vue de l'immatriculation**

La régularisation de ces biens relève de la compétence des **recettes des impôts**. Il appartient donc au demandeur de s'adresser au **service des impôts le plus proche de son domicile**.

Ce service s'assure du paiement des taxes dues (sur présentation de la photocopie d'un document justifiant de leur acquittement ou « quittus fiscal ») et délivre un **certificat d'acquisition d'un moyen de transport**.

2°) **Demande d'immatriculation auprès de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (D.R.I.R.E.)**

Suite à un changement de réglementation au 1^{er} janvier 1998, l'immatriculation d'un véhicule importé (neuf ou usagé) se fait à l'aide d'une **attestation d'identification (procédure simplifiée d'identification)**. La visite du véhicule par les services de la D.R.I.R.E. n'est donc plus nécessaire.

Cette **procédure d'identification** à un type européen ou français - qui peut être effectuée soit par la D.R.I.R.E., soit par le constructeur – ne peut concerner que **les véhicules légers introduits d'un autre Etat membre**, ayant fait l'objet d'une homologation française ou européenne.

Marche à suivre

La procédure requise par les services de la D.R.I.R.E. est la suivante :

- a) Avant toute autre démarche, il convient de se rendre à la **Préfecture**, muni du **certificat d'acquisition d'un moyen de transport** (voir ci-dessus) afin de s'y procurer un **certificat d'immatriculation** (qui sera à compléter par le demandeur).
- b) Sur demande, ce service délivre alors un formulaire de **demande d'identification d'un véhicule importé** (à remplir avec soin par le demandeur, cette fiche de renseignements techniques étant indispensable à l'identification rapide du véhicule par la D.R.I.R.E.).
- c) Le dossier complet est ensuite déposé auprès de la D.R.I.R.E.

Les pièces requises sont les suivantes :

- ? 1- Certificat d'immatriculation dûment rempli (à retirer dans les préfectures ou les sous-préfectures)
- ? 2- Demande d'identification d'un véhicule importé
- ? 3- Chèque établi à l'ordre du régisseur des recettes de la D.R.I.R.E. d'un montant d'environ 38 € pour un véhicule neuf et 69 € pour un véhicule usagé

? 4- Pour un véhicule neuf : photocopie et **ORIGINAL** du certificat de conformité national ou européen

? 5- Pour un véhicule usagé : photocopie d'au moins un des documents suivants :

? certificat d'immatriculation étranger (carte grise)

? OU document officiel prouvant l'origine de propriété du véhicule ou certifiant que le certificat d'immatriculation a été retiré

? OU un certificat international pour automobile en cours de validité délivré par les autorités du pays d'origine

? OU titre de propriété comportant les éléments techniques du véhicule

? 6- Photocopie du certificat de cession du véhicule (ou facture d'achat) lorsque le certificat d'immatriculation dans le pays de provenance n'est pas au nom du demandeur

? 7- Photocopie du certificat de dédouanement

? 8- Photocopie du procès-verbal de contrôle technique établi par un centre agréé par la Préfecture pour une voiture ou une camionnette de plus de 4 ans (ce contrôle technique doit être en cours de validité et, en cas de vente du véhicule, dater de moins de 6 mois)

? 9- Le cas échéant, photocopie du procès-verbal de contre-visite satisfaisant

? 10- Une enveloppe, affranchie selon le tarif en vigueur, portant les nom et adresse du demandeur.

Les originaux devront obligatoirement être présentés lors de la délivrance de la carte grise. Après examen du dossier, la D.R.I.R.E. pourra, si nécessaire, inviter le requérant à présenter son véhicule et/ou demander des pièces complémentaires et/ou soumettre le véhicule à une réception à titre isolé nécessitant les paiements d'un timbre fiscal et de la réception.

III- Restitution des plaques autrichiennes

Après obtention des plaques d'immatriculation françaises, il convient de retourner les plaques autrichiennes à son assureur afin de pouvoir résilier son contrat d'assurance.